

Anlage A., zum Antrage des Senats.

Au nom de la très Sainte Trinité.

Le Sénat de la ville libre et Anseatique de Lubeck, le Sénat de la ville libre et Anseatique de Bremen, et le Sénat de la ville libre et Anseatique de Hambourg (chacun de ces Etats pour soi séparément) d'une part, et le Président des Etats Unis du Mexique de l'autre part, également animés du désir de procurer toutes les facilités et tous les encouragemens possibles au commerce et navigation des pays respectifs et de leurs Citoyens, et persuadés que rien ne sauroit contribuer d'avantage à l'accomplissement de cet objet désirable que l'établissement et l'ordre de leurs relations sur la base de justice et de réciprocité, sont convenus de conclure un traité d'amitié, de navigation et de commerce, à cet effet ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Sénat de la ville libre et Anseatique de Lubeck, le Sénat de la ville libre et Anseatique de Bremen, et le Sénat de la ville libre et Anseatique de Hambourg, le Sieur Jacques Colquhoun, leur Agent et Consul Général près de l'illustre Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande; et

Le Président des Etat Unis du Mexique, Son Excellence Monsieur Sebastien Camacho, son premier Secrétaire d'Etat et Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près de Sa Majesté Britannique; Lesquels après s'être communiqués réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivans:

Article 1.

Il y aura entre les Républiques libres et Anseatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg et leurs Citoyens, et les Etats Unis du Mexique et leurs Citoyens, Amitié, bonne Intelligence et Liberté réciproque de Commerce.

Article 2.

Il pourra être établi des Consuls de chacune des hautes Parties contractantes dans le pays de chacune des autres pour la protection du commerce, mais ces Agens n'entreront en fonctions qu'après en avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement territorial. Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra de les admettre,

bien entendu que sous ce rapport les Gouvernemens respectifs ne s'imposeront aucune restriction qui ne soit commune dans leurs pays à toutes les nations.

Article 3.

Les Consuls des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg jouiront dans les territoires du Mexique de tous les privilèges, exemptions et immunités, accordés ou qui seront accordés aux Agens de la même classe de la nation la plus favorisée, et de la même manière les Consuls Mexicains jouiront dans les territoires des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg de tous les privilèges, exemptions et immunités, accordés ou qui seront accordés aux Agens de la même classe de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Il est également convenu qu'il sera permis aux Consuls respectifs de faire des représentations toutes les fois qu'il leur sera prouvé qu'un article dans le tarif a été porté au dessus de sa valeur, en sorte que ces représentations soient prises en considération dans le plus court délai possible, sans qu'il en résulte aucun retardement pour l'expédition des marchandises.

Article 5.

En considération de l'étendue limitée des territoires des Républiques de Lubeck, Bremen et Hambourg et de l'intime liaison de commerce et de navigation subsistante entre ces Républiques, il est ici stipulé et convenu que tout navire qui portera le pavillon de l'une de ces Républiques et qui sera reconnu appartenir exclusivement à un Citoyen ou à des Citoyens de l'une ou de l'autre et dont le capitaine sera aussi Citoyen de l'une ou de l'autre sera tenu et considéré pour tous les objets de cette Convention comme navire appartenant à Lubeck, Bremen ou Hambourg, et réciproquement tout navire qui portera le pavillon Mexicain et qui appartient exclusivement à un Citoyen ou à des Citoyens Mexicains et dont le capitaine sera aussi Citoyen du Mexique, sera tenu et considéré pour tous les objets de cette Convention comme navire Mexicain, et il est en outre convenu que tout navire Mexicain avec sa cargaison trafiquant avec les ports de Lubeck, Bremen ou Hambourg, directement (d'un pays quelconque) ou successivement, sera dans ces mêmes objets sur le pied d'un navire Anséatique avec sa cargaison faisant le même voyage entre ces ports.

Article 6.

Il est en outre convenu que tout navire prêt à naviguer selon les conditions établies par l'article précédent (No. 5) devra être muni d'un registre, passeport ou lettre de sûreté signée par la personne dûment auto-

autorisée à cet effet (dont la forme sera communiquée par les Parties contractantes réciproquement), sur laquelle on fera, selon les loix de chaque pays, déclarer le nom, l'emploi et la résidence du propriétaire, la cargaison, les dimensions et toutes autres qualités qui fassent connaître la nationalité du navire.

Article 7.

Toutes les marchandises et objets de commerce importés par les vaisseaux appartenans aux Citoyens des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen ou Hambourg (lesquels vaisseaux venans d'un pays quelconque dans les ports du Mexique) devront être accompagnés des certificats d'origine des articles qui composent la cargaison de chaque navire, c'est à dire, un seul certificat suffira pour chaque cargaison, lesquels certificats seront délivrés et signés par les officiers competens des douanes dans les ports d'embarquement; un certificat pour la cargaison de chaque navire sera écrit sur le manifeste ou y attaché avec le sceau de la douane et visé par les Consuls respectifs et présenté à la douane du port d'entrée. Dans les ports d'embarquement où il n'y auroit point de consuls le certificat de la douane de l'origine des articles, toujours écrit sur le manifeste de chaque navire ou joint dans la manière stipulée, suffira pour constater l'origine, et dans ceux où il n'y auroit ni Consuls ni douanes un certificat d'origine pour chaque cargaison sera délivré et signé toujours dans les mêmes formes par les autorités locales.

Article 8.

Si les hautes Parties contractantes trouvaient que les stipulations qui regardent les passeports et certificats d'origine, contenues dans les articles No. 6 & 7, gênassent leur commerce, elles feroient leur possible pour s'en dispenser le plutôt qu'elles pourroient le faire.

Article 9.

Les droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de sauvetage et autres charges locales seront dans tous les ports de Lubeck, Bremen ou Hambourg pour les navires Mexicains les mêmes absolument que ceux payés dans les mêmes ports par les navires de la nation la plus favorisée; ils seront d'ailleurs dans les ports du Mexique pour les bâtimens de Lubeck, Bremen ou Hambourg exactement les mêmes que ceux acquittés dans les mêmes ports par les bâtimens de la nation la plus favorisée.

Article 10.

A dater d'aujourd'hui et après cette époque les bâtimens de Lubeck, Bremen ou Hambourg qui entreront dans les ports du Mexique ou qui en sortiront, et les navires Mexicains qui entreront dans les ports des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen ou Hamburg ou qui en sortiront, ne seront sujets à des droits de vaisseaux autres ou plus con-

sidérables que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux navires de la nation la plus favorisée, à leur entrée dans ces ports ou à leur sortie.

Article 11.

Toutes les marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement importés de tout autre pays dans les ports de Lubeck, Bremen ou Hambourg dans des navires de Lubeck, Bremen ou Hambourg, seront également autorisés à être importés de tout autre pays dans des navires Mexicains et toutes les marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement exportés des ports de Lubeck, Bremen ou Hambourg à tout autre pays dans des navires de Lubeck, Bremen ou Hambourg, seront également autorisés à être exportés à tout autre pays dans les navires Mexicains. — Et toutes les marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement importés de tout autre pays dans les ports du Mexique ou exportés à tout autre pays des dits ports dans des navires nationaux, seront également autorisés à être importés de tout autre pays dans les ports du Mexique ou exportés à tout autre pays des dits ports dans les navires de Lubeck, Bremen ou Hambourg.

Article 12.

Toutes les marchandises et objets de commerce dont l'entrée dans les ports de Lubeck, Bremen ou Hambourg est permise, seront exactement sujets aux mêmes droits qu'ils soient importés par les navires de la nation la plus favorisée ou par les navires Mexicains, et il sera accordé pour toutes les marchandises et objets de commerce dont la sortie des ports de Lubeck, Bremen ou Hambourg est permise, les mêmes primes, remboursements de droits et avantages, soit que l'exportation se fasse par les navires appartenans à la nation la plus favorisée ou par les navires Mexicains, et la même réciprocité sera observée dans les ports du Mexique relativement à toutes les marchandises et objets de commerce qui seront légalement importés ou exportés dans des navires appartenans aux dites Républiques de Lubeck, Bremen ou Hambourg. Il est en outre convenu que quand le Gouvernement du Mexique mettra le pavillon d'une nation quelconque en tout cas sur le pied du pavillon national, les mêmes avantages seront accordés au pavillon de Lubeck, Bremen et Hambourg, et réciproquement que les mêmes privilèges seront dans ce cas accordés au pavillon du Mexique dans les dits ports Anséatiques que ceux dont jouira le pavillon national.

Article 13.

Par suite de la liberté de commerce et de navigation réciproque et stipulée les Citoyens des Républiques Anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg pourront entrer avec leurs navires dans tous les ports, baies et ancrages du territoire Mexicain, décharger le tout ou partie

partie de leurs cargaisons, les charger de nouveau et les exporter. Ils pourront résider, louer des maisons et des magasins, voyager, commercer, ouvrir des boutiques, transporter des productions, des métaux et des monnoies et diriger leurs propres affaires par eux-mêmes ou par leurs agens, ainsi qu'ils le trouveront le plus convenable, en se conformant cependant aux lois et réglemens du pays y relatifs. De même les Citoyens de la République du Mexique jouiront dans les territoires des Républiques Anséatiques des droits sus-énoncés conformément aux lois et réglemens locaux de la même manière que peuvent en jouir respectivement les Citoyens et les indigènes des dites Républiques. Les articles de contrebande militaire et ceux réservés par le Gouvernement du Mexique sont exceptés, ainsi que le commerce côtier de port à port consistant en productions indigènes ou étrangères déjà importées pour la consommation, lequel trafic n'aura lieu que dans des navires nationaux dans lesquels le commerce des Echelles du Mexique sera exclusivement conduit. Et afin de prévenir toute méprise ou différence d'opinion relativement à ce qui devra être considéré comme articles de contrebande, il est en outre stipulé et convenu qu'ils seront restreints aux articles suivans: 1) canons, mortiers, obusiers, pierriers, escarpines, mousquets, fusils, mousquetons, carabines, pistolets, piques, épées, sabres, lances, épieux, hallebardes et grenades, bombes, poudre, mèches, boulets, balles, et tous autres objets relatifs à l'usage de ces armes. 2) Boucliers, casques, cuirasses, cottes de maille, bandriers d'infanterie, ceinturons et vêtemens façonnés et destinés à un usage militaire. 3) Ceinturons et bandriers de cavalerie, chevaux avec leurs équipages. 4) Et généralement toutes sortes d'armes et d'instrumens de fer, d'acier, de cuivre et d'airain, ou de toute autre matière manufacturée, préparée et façonnée expressément pour faire la guerre par mer ou par terre. Et que tout autre marchandise et tous autres objets de commerce qui pourront être légalement importés seront considérés comme libres.

Article 14.

Il ne sera donné ni directement ni indirectement par l'une ou par l'autre des hautes Parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent agissant en son nom ou sous son autorité aucune préférence quelconque pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie de leurs Etats respectifs importée dans le territoire de l'autre à cause ou en considération de la nationalité du navire qui auroit transporté cette production, l'intention bien positive des deux hautes Parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Article 15.

Il est en outre mutuellement convenu que dans aucun des Etats des hautes Parties contractantes il ne sera levé aucuns droits autres ou plus

considérables sur aucune propriété personnelle des Citoyens de chacune d'elles respectivement dans le transport de ces propriétés hors du domaine ou territoire de ces Etats (soit en cas d'héritage de ces propriétés soit autrement) que ceux qui sont ou qui seront payables dans chaque Etat sur les mêmes propriétés, quand elles sont transportées par un Citoyen de cet Etat respectivement.

Article 16.

Les habitans des dits pays trouveront respectivement sur le territoire de l'autre une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés; ils y auront un libre et facile accès auprès des Tribunaux de Justice pour la poursuite et la défense de leurs droits; ils seront libres d'employer dans toutes les circonstances les avocats, procureurs ou agens de toutes classes qu'ils jugeront à propos; enfin ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges accordés aux nationaux.

Article 17.

En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les habitans des dits pays seront respectivement soumis aux loix et statuts du territoire où ils résideront. Ils seront cependant exempts de tout service militaire forcé soit sur terre soit sur mer et ne seront soumis spécialement à aucun emprunt forcé, leurs propriétés ne seront pas d'ailleurs assujetties à d'autres charges, réquisitions ou impôts que ceux payés par les nationaux.

Article 18.

Pour la complète sûreté du commerce entre les Citoyens des hautes Parties contractantes il est convenu que si jamais il survient malheureusement une interruption des relations amicales et qu'une rupture ait lieu entre les hautes Parties contractantes, on accordera aux commerçans qui résident sur les côtes six mois et un an entier à ceux qui se trouveroient dans l'intérieur, pour régler leurs affaires et disposer de leurs propriétés; et il est aussi stipulé qu'on leur donnera un sauf conduit pour qu'ils puissent s'embarquer aux ports que bon leur semblera. Tous ceux qui sont établis dans les territoires respectifs des deux hautes Parties contractantes dans l'exercice de quelque commerce ou occupation particulière, auront le privilège d'y rester et de continuer leur commerce ou occupation dans les dits pays sans leur faire éprouver aucun obstacle dans la jouissance parfaite de leur liberté et de leur propriété, aussi longtems qu'ils se conduiront pacifiquement et sans porter aucune offense aux lois, et leurs biens et effets de quelque espèce qu'ils soient ne seront pas soumis à être saisis ni à aucune charge ou impôt que ceux qu'on mettra sur les effets ou les biens appartenans aux Citoyens natifs des territoires respectifs dans lesquels les dits Citoyens résident: de la même manière ni les dettes entre particuliers,

ni

ni les fonds publics, ni les actions des compagnies ne seront jamais confisqués ou arrêtés.

Article 19.

Il est en outre stipulé et convenu que quelques que soient les privilèges ou immunités qui aient été accordés ou pourront à l'avenir être accordés à la nation la plus favorisée, soit qu'ils aient rapport aux droits de neutralité ou à d'autres, les mêmes privilèges et immunités seront censés être accordés aux Citoyens des hautes Parties contractantes et à leurs propriétés.

Article 20.

Et attendu qu'il arrive fréquemment que des navires mettent à la voile pour un port ou place appartenante à un ennemi sans savoir que ce port ou place est assiégée, bloquée ou investie, il est convenu que tout navire en pareille circonstance peut être renvoyé de ce port ou place, mais ne sera point détenu, ni aucune partie de sa cargaison, si elle n'est pas de contrebande, ne sera confisquée, à moins qu'après avoir été averti de ce blocus ou siège par l'officier commandant les forces du blocus, il ne tente de nouveau d'entrer; mais il lui sera permis d'aller à tout port ou toute place qu'il jugera convenable, ni aucun navire d'une des hautes Parties contractantes qui aura pu entrer dans ce port avant qu'il ne fut assiégé, bloqué ou investi par l'autre, ne pourra être privé du droit de quitter cette place avec sa cargaison et ni le dit navire ni sa cargaison, s'ils s'y trouvent après la réduction et reddition de la place, ne seront sujets à la confiscation; mais l'un et l'autre seront restitués à leurs propriétaires.

Article 21.

Les Citoyens des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen ou Hambourg résidans dans les Etats Unis Mexicains jouiront dans leurs maisons, dans leurs personnes et dans leurs biens de la protection du Gouvernement et en continuant dans la possession où ils sont déjà ne seront inquiétés, troublés ni dérangés en aucune manière pour cause de leur religion, pourvu qu'ils respectent celle du pays où ils résident, ainsi que la Constitution, les loix, les usages et les mœurs de celui-ci. Ils continueront à jouir complètement du privilège qui leur a été déjà accordé d'enterrer dans les lieux destinés à cet objet les Citoyens des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen ou Hambourg qui mourront dans le territoire des Etats Unis Mexicains et on ne troublera les funérailles ni les tombeaux des morts par quelque motif que ce soit. Les Citoyens du Mexique jouiront dans les territoires des dites Républiques libres et Anséatiques où ils résident, dans leurs maisons, dans leurs personnes et dans leurs biens de la protection du Gouvernement et on leur permettra le libre exercice de leur religion, soit en public soit en particulier, dans leurs maisons ou dans les églises et lieux destinés au culte.

Article 22.

Les hautes Parties contractantes se réservent le droit d'entrer dans des stipulations additionnelles, afin de faciliter et d'étendre même au delà de ce qui est compris dans la Convention actuelle les relations commerciales de leurs Citoyens respectifs, de leurs Etats et territoires, d'après les principes d'avantages réciproques ou équivalens, suivant la nature des cas, et après la conclusion d'une article ou articles quelconques entre les dites hautes Parties contractantes, pour donner effet à ces stipulations, il est ici convenu que l'article ou les articles qui pourront être à l'avenir ainsi conclus, seront considérés comme faisant partie de la présente Convention.

Article 23.

La présente Convention sera en vigueur pendant trente ans à dater de ce jour et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'un ou l'autre des Gouvernemens des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen ou Hambourg d'une part, ou que les Etats Unis du Mexique de l'autre part aura annoncé à l'autre son intention de la terminer, chacune des hautes Parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout de trente ans sus-mentionnés; et il est convenu entre elles qu'à l'expiration de douze mois après qu'une telle déclaration de l'une des hautes Parties contractantes aura été reçue par l'autre, cette Convention et toutes les stipulations y renfermées cesseront d'être obligatoires par rapport aux Etats qui donneront ou recevront cette déclaration, bien entendu et convenu que si l'une ou plusieurs de dites Républiques Anséatiques à l'expiration de trente ans à dater de ce jour donnent ou reçoivent la déclaration de la cessation proposée de cette Convention, la dite Convention restera néanmoins en pleine force et effet pour les autres Républiques ou République qui n'auront ni donné ni reçue cette déclaration.

Article 24.

La présente Convention sera ratifiée et les Ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de douze mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le seizième du mois de Juin l'an de Grâce mil-huit-cent-vingt-sept.

Pour Copie conforme

(signé:) *James Colquhoun.*

(L. S.)

Article

Article additionnel.

Afin de prévenir toute fausse interprétation ou méprise quant aux limitations du trafic côtier ou cabotage du Mexique (qui ont rapport à la navigation et non au commerce), et qui sont imposées par les stipulations contenues dans le 13. Article du Traité entre les soussignés Plénipotentiaires des Sénats des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg, et le Président des Etats Unis du Mexique, portant date du 16. Juin 1827, et en conformité du 22. Article déclarant que tous Articles additionnels agréés subséquemment formeront partie de la dite Convention: Il est ici distinctement stipulé que les Citoyens des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen ou Hambourg seront autorisés à embarquer, transférer de navire à navire, charger et décharger leurs marchandises à bord des navires côtiers Mexicains et à commercer dans les dits navires Mexicains sur le même pied que cela est accordé par les lois aux Citoyens Mexicains, qu'ils seront sujets aux mêmes droits, réglemens et réductions et participeront aux mêmes remboursemens de droits, primes et avantages que les Citoyens du Mexique engagés dans le commerce côtier.

Le présent Article additionnel aura la même force et valeur que s'il étoit inséré mot à mot dans la Convention du 16. de ce mois. Il sera ratifié et les Ratifications en seront échangées en même tems.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le vingt-sept du mois de Juin, l'an de Grâce mil-huit-cent-vingt-sept.

(Signé:) *James Colquhoun.*

Sebastian Camacho.

(L. S.)

(L. S.)

Article séparé.

Il est en outre convenu que si une difficulté inattendue survenoit à l'exécution du dit 13. Article en ce qui regarde la faculté d'exercer le trafic local, ouvrir des boutiques etc., les Citoyens de chaque Etat jouiront en effet provisoirement de tous les privilèges accordés par les lois du pays où ils résident aux sujets et aux Citoyens de la nation la plus favorisée.

Le présent Article séparé aura la même force et valeur que s'il étoit inséré mot à mot dans la Convention du 16. Juin. Il sera ratifié et les Ratifications en seront échangées en même tems.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le 12. Juillet l'an de Grâce mil-huit-cent-vingt-sept.

(Signé:) *James Colquhoun.*

(L. S.)

Sebastian Camacho.

(L. S.)

Article 24

1. The object of the present Convention is to secure the most complete and effective protection for the rights of the author of literary and artistic works.

2. The Convention shall apply to all works of literature, science, art or music, and to every production in the domain of intellectual creation.

3. The Convention shall apply to the author of the work, and to his heirs or assigns, and to the person or persons who, by law or contract, are entitled to exercise the rights of the author.

4. The Convention shall apply to the author of the work, and to his heirs or assigns, and to the person or persons who, by law or contract, are entitled to exercise the rights of the author.

5. The Convention shall apply to the author of the work, and to his heirs or assigns, and to the person or persons who, by law or contract, are entitled to exercise the rights of the author.

6. The Convention shall apply to the author of the work, and to his heirs or assigns, and to the person or persons who, by law or contract, are entitled to exercise the rights of the author.

7. The Convention shall apply to the author of the work, and to his heirs or assigns, and to the person or persons who, by law or contract, are entitled to exercise the rights of the author.

8. The Convention shall apply to the author of the work, and to his heirs or assigns, and to the person or persons who, by law or contract, are entitled to exercise the rights of the author.

Uebersetzung.

Im Namen der heiligen Dreieinigkeit.

Der Senat der freien Hansestadt Lübeck, der Senat der freien Hansestadt Bremen und der Senat der freien Hansestadt Hamburg (jeder dieser Staaten für sich besonders) einerseits, und der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexico andererseits, gleichmäßig von dem Verlangen beseelt, dem Handel und der Schifffahrt der gegenseitigen Staaten und ihrer Bürger alle mögliche Erleichterung und Aufmunterung zu verschaffen, und überzeugt, daß zur Erfüllung dieses gewünschten Zweckes nichts mehr beitragen könne, als die Feststellung und das Ordnen ihrer Verhältnisse auf den Grund der Gerechtigkeit und Gegenseitigkeit, sind übereingekommen, einen Freundschafts-, Schifffahrts- und Handels-Vertrag abzuschließen, und haben zu diesem Zwecke ihre Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Der Senat der freien Hansestadt Lübeck, der Senat der freien Hansestadt Bremen und der Senat der freien Hansestadt Hamburg den Herrn Jacob Colquhoun, ihren Agenten und General-Consul bei der erlauchten Regierung Sr. Majestät des Königs des vereinigten Königreichs von Großbritannien und Irland, und

Der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexico Se. Excellenz den Herrn Sebastian Camacho, seinen ersten Staats-Secretair und außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Sr. Großbritannischen Majestät, welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer beiderseitigen in guter und richtiger Form befundenen Vollmachten die folgenden Artikel festgesetzt und beschlossen haben:

Artikel 1.

Zwischen den freien Hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg und ihren Bürgern, und den Vereinigten Staaten von Mexico und ihren Bürgern, sollen Freundschaft, gutes Einverständniß und gegenseitige Handelsfreiheit bestehen.

Artikel 2.

Von jedem der hohen contrahirenden Theile können in dem Lande jedes der andern Consula zum Schutze des Handels angestellt werden; doch können diese Agenten nur nach erhaltener Ermächtigung der Territorial-Regierung in Function treten. Diese behält auch das Recht, den Ort zu bestimmen, wo sie deren Zulassung gut findet; wohlverstanden jedoch, daß in dieser Beziehung die verschiedenen Regierungen sich keine Beschränkung auslegen werden, welche in ihrem Lande nicht für alle Nationen gemeinschaftlich gelte.

Artikel 3.

Die Consulu der freien Hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg werden in den Gebieten von Mexico alle Vorrechte, Ausnahmen und Befreiungen genießen, welche jetzt oder künftig den Agenten von derselben Gattung der begünstigsten Nation bewilligt werden, und gleichmäßig werden die Mexicanischen Consulu in den Gebieten der Hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg alle Vorrechte, Ausnahmen und Befreiungen genießen, welche jetzt oder künftig den von der begünstigsten Nation angestellten Agenten derselben Gattung zugestanden werden.

Artikel 4.

Es ist gleichfalls verabredet, daß es den gegenseitigen Consulu erlaubt seyn solle, jedesmal Vorstellungen zu machen, wenn ihnen nachgewiesen wird, daß in dem Tarif ein Gegenstand über seinen Werth angesetzt sey, so daß diese Vorstellungen im möglichst kürzesten Zeitraum in Betracht zu ziehen sind, ohne daß eine Verzögerung für die Abfertigung der Waaren daraus erfolge.

Artikel 5.

In Betracht des beschränkten Umfanges der Gebiete der Freistaaten Lübeck, Bremen und Hamburg und der genauen Verbindung des Handels und der Schifffahrt, welche zwischen diesen Freistaaten besteht, ist hier bestimmt und verabredet, daß jedes die Flagge eines derselben führende Schiff, welches als einem oder mehreren Bürgern des einen oder des andern Freistaats ausschließlich anzugehören anerkannt worden, und dessen Capitain auch Bürger des einen oder des andern ist, für alle Gegenstände dieses Vertrags als ein Lübeckisches, Bremisches oder Hamburgisches Schiff gehalten und betrachtet werden soll, und daß gegenseitig jedes Schiff, welches einschließlich einem oder mehreren Mexicanischen Bürgern gehört und dessen Capitain auch Bürger von Mexico ist, für alle Gegenstände dieses Vertrags als Mexicanisches gehalten und betrachtet werden soll; und ist außerdem verabredet, daß jedes Mexicanische Schiff, welches direct (von welchem Lande es auch sey) oder nach einander in den Häven von Lübeck, Bremen oder Hamburg mit seiner Ladung Handel treibt, für die nämlichen Gegenstände auf den nämlichen Fuß behandelt werde, als ein Hanseatisches Schiff, welches mit seiner Ladung die nämliche Reise zwischen diesen Häven macht.

Artikel 6.

Außerdem ist man übereingekommen, daß jedes Schiff, welches nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels (No. 5) zu fahren bereit ist, mit einem Register, Passe oder Sicherheitsbriefe versehen seyn soll, welcher von der zu diesem Zwecke gehörig ermächtigten Person unterzeichnet seyn muß. In solcher Urkunde (deren Formular durch die contrahirenden Theile gegenseitig mitzutheilen) werden nach den Gesetzen jedes Landes der Name, der Stand und der Wohnort des Eigenthümers, die Ladung, die Maassen und andere Eigenschaften, welche die Nationalität des Schiffs erkennen lassen, anzugeben seyn.

Artikel 7.

Artikel 7.

Alle Waaren und Handelsgegenstände, eingebracht durch Fahrzeuge, welche Bürgern der freien Hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg gehören (von welchem Lande diese Fahrzeuge auch nach Mexicanischen Häven kommen), müssen mit Ursprungs-Bescheinigungen über die Gegenstände der Ladung eines jeden Schiffes versehen seyn, so zu verstehen, daß eine einzige Bescheinigung für jede Ladung hinreicht, welche Bescheinigungen von den gehörigen Zollbeamten der Einschiffungshäven auszustellen und zu unterzeichnen sind. Eine Bescheinigung für die Ladung eines jeden Schiffes ist auf das Manifest zu schreiben, oder demselben mit dem Zollsiegel beizufügen, durch die respectiven Consulu zu visiren und bei dem Zollamte des Eintrittshavens einzureichen. In den Häven der Einschiffung, wo keine Consulu wären, wird die Bescheinigung des Zollamts über den Ursprung der Gegenstände, welche jedenfalls auf das Manifest jedes Schiffes zu schreiben, oder demselben auf die bestimmte Art beizufügen ist, als hinreichend angesehen, um den Ursprung klar zu machen, und in den Häven, wo es weder Consulu noch Zollämter gäbe, ist die Ursprungsbescheinigung für jede Ladung von den Ortsbehörden auszustellen.

Artikel 8.

Wenn die hohen contrahirenden Theile finden sollten, daß die im 6. und 7. Artikel enthaltenen Bestimmungen über die Pässe und Ursprungsbescheinigungen ihrem Handel hinderlich würden, werden sie bald möglichst sich davon frei zu machen bemüht seyn.

Artikel 9.

Die Abgaben auf Tonnengehalt, Leuchtgeld, Havengeld, für Pfahlwerk, Vergelohn und andere öffentliche Auflagen, werden in allen Häven von Lübeck, Bremen oder Hamburg für die Mexicanischen Schiffe durchaus die nämlichen seyn, als die in denselben Häven von den Schiffen der begünstigtesten Nation zu bezahlenden; auch werden sie in den Mexicanischen Häven für die Lübeckischen, Bremischen und Hamburgischen Fahrzeuge genau dieselben seyn, als die in den nämlichen Häven von den Fahrzeugen der begünstigtesten Nation zu entrichtenden.

Artikel 10.

Vom heutigen Tage an und nachher werden die Fahrzeuge von Lübeck, Bremen oder Hamburg, welche in den Häven von Mexico ein- oder auslaufen, und die Mexicanischen Schiffe, welche in den Häven der freien Hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen oder Hamburg ein- oder auslaufen, keinen anderen oder größeren Schiffs-Abgaben unterworfen werden, als diejenigen, welche jetzt oder künftig den Schiffen der begünstigtesten Nation bei der Ankunft oder der Abfahrt in dessen Häven auferlegt sind oder werden könnten.

Artikel 11.

Alle Waaren und Handelsgegenstände, welche in die Häven von Lübeck, Bremen oder Hamburg gesetzlich aus irgend einem andern Lande eingeführt werden können, dürfen mit gleicher Ermächtigung auch durch Mexicanische Schiffe aus irgend

einem andern Lande eingeführt werden, und alle Waaren und Handelsgegenstände, welche in Lübeckischen, Bremischen oder Hamburgischen Schiffen aus den Häven von Lübeck, Bremen oder Hamburg nach irgend einem andern Lande gesetzlich ausgeführt werden können, dürfen auf gleiche Art auch durch Mexicanische Schiffe nach irgend einem andern Lande ausgeführt werden.

Auch dürfen alle Waaren und Handelsgegenstände, welche aus irgend einem andern Lande in die Mexicanischen Häven eingeführt oder aus solchen nach irgend einem andern Lande gesetzlich ausgeführt werden können, gleichmäßig durch Lübeckische, Bremische oder Hamburgische Schiffe aus jedem andern Lande in die Mexicanischen Häven eingeführt oder aus selbigen nach irgend einem andern Lande ausgeführt werden.

Artikel 12.

Alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Einfuhr in die Häven von Lübeck, Bremen oder Hamburg erlaubt ist, werden genau denselben Abgaben unterworfen seyn, sie mögen durch Schiffe der begünstigsten Nation oder durch Mexicanische eingeführt seyn, und für alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Ausfuhr aus den Häven von Bremen, Lübeck oder Hamburg erlaubt ist, sind die nämlichen Prämien, Rückzahlungen der Abgaben und Vortheile zu bewilligen, die Ausfuhr mag durch Schiffe der begünstigsten Nation oder durch Mexicanische Schiffe geschehen, und die nämliche Gegenbewilligung wird in den Mexicanischen Häven beobachtet werden in Beziehung auf Waaren und Handelsgegenstände, welche in den Schiffen der Freistaaten Lübeck, Bremen oder Hamburg gesetzlich ein- oder ausgeführt werden. Uebrigens ist verabredet, daß, wenn die Mexicanische Regierung die Flagge irgend einer Nation für irgend einen Fall der National-Flagge gleichstellt, die nämlichen Vortheile auch der Flagge von Lübeck, Bremen und Hamburg bewilligt werden sollen, und gegenseitig, daß in solchem Falle in den genannten Hanseatischen Häven der Mexicanischen Flagge die nämlichen Vortheile zu Theil werden sollen, welche der National-Flagge zukommen.

Artikel 13.

In Folge der verabredeten gegenseitigen Freiheit des Handels und der Schifffahrt können die Bürger der Hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg mit ihren Schiffen in alle Häven, Baien und Ankerplätze des Mexicanischen Gebietes einlaufen, ihre Ladungen ganz oder zum Theil ausladen, sie von neuem beladen und ausführen. Sie können wohnen, Häuser und Packräume mieten, reisen, handeln, offene Läden halten, Producte, Metalle und Münzen forbringen und ihre eigenen Angelegenheiten in Person oder durch ihre Agenten betreiben, so wie sie es am zuträglichsten finden, wobei sie sich jedoch nach den betreffenden Gesetzen und Anordnungen des Landes zu richten haben. Gleichfalls werden auch die Bürger des Freistaats Mexico in den Gebieten der Hanseatischen Freistaaten die oben angeführten Rechte genießen, in Gemäßheit der Gesetze und Anordnungen des Orts und auf dieselbe Weise wie die Bürger und Eingebornen der genannten Freistaaten sie genießen. Die Gegenstände der Kriegs-Contrebande und die durch die Regierung von Mexico vorbehaltenen sind ausgenommen, so wie der Küstenhandel von Haven zu Haven, bestehend

bestehend in einheimischen oder auswärtigen, bereits zum Verbräuche eingeführten Producten, welcher Handel nur in National-Schiffen Statt finden wird, in welchen der Handel der Schellen von Mexico ausschließlich zu betreiben ist. Um endlich auch jedem Mißverständnisse oder Meinungsverschiedenheit über das, was als Gegenstände der Contrebande anzusehen sey, zuvorzukommen, ist festgesetzt und verabredet worden, jene auf folgende Gegenstände zu beschränken: 1) Kanonen, Mörser, Haubitzen, Steinstücke, Doppelhaken, Musketen, Flinten, Musketons, Karabiner, Pistolen, Piken, Degen, Säbel, Lanzen, Spieße, Hellebarden und Granaden, Bomben, Pulver, Luntten, Stückkugeln, Kugeln und alle andere auf den Gebrauch dieser Waffen sich beziehende Gegenstände; — 2) Schilde, Helme, Kürasse, Panzerhemden, Baneliere für das Fußvolk, Degenkoppeln und für den Kriegsgebrauch eingerichtete und bestimmte Kleidungsstücke; — 3) Wehrgehänge und Baneliere für die Reiterei, Pferde mit ihrem Geschirr; — 4) und im Allgemeinen alle Arten von Waffen und Werkzeugen von Eisen, Stahl, Kupfer und Erz, oder von irgend einem andern, zum Kriegsgebrauch zu Wasser oder zu Lande zugerichteten und geformten Stoffe; und daß jede andere Waare und alle anderen Handelsgegenstände, welche gesetzlich eingeführt werden dürfen, als frei zu betrachten seyn sollen.

Artikel 14.

Bei dem Ankauf irgend eines Products des Bodens oder des Kunstfleißes der gegenseitigen Staaten, welches in das Gebiet eines andern eingeführt wird, soll wegen oder in Betracht der Nationalität des Schiffes, welches solches Product geführt, weder von dem einen oder von dem andern der hohen contrahirenden Theile, noch von irgend einer in dessen Namen oder in seiner Ermächtigung handelnden Gesellschaft oder Körperschaft, irgend ein Vorzug, weder direct noch indirect gegeben werden, da es die sehr bestimmte Absicht der beiden hohen contrahirenden Theile ist, daß keinerlei Verschiedenheit oder Unterscheidung dieserhalb Statt finde.

Artikel 15.

Uebrigens ist gegenseitig verabredet, daß in keinem der Staaten der hohen contrahirenden Theile auf ein persönliches Eigenthum der Bürger eines jeden unter ihnen beziehungsweise, bei der Wegführung desselben aus der Domaine oder dem Gebiete dieser Staaten (es sey im Falle einer Vererbung dieses Eigenthums oder in anderer Art) andere oder größere Abgaben erhoben werden sollen, als diejenigen, welche jetzt oder künftig in jedem Staat von Besitzthümern der nämlichen Gattung zu bezahlen sind, wenn sie durch einen Bürger des betreffenden Staats ausgeführt werden.

Artikel 16.

Die Einwohner der genannten Länder sollen beziehungsweise auf dem Gebiete des Andern beständigen und vollständigen Schutz für ihre Personen und Eigenthum finden; einen freien und leichten Zugang bei den Gerichtshöfen zur Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte und die Freiheit haben, unter allen Umständen, der Sachwalter, Procuratoren oder Agenten aller Klassen nach ihrem Gutdünken sich zu bedienen, und werden sie in diesen Beziehungen die nämlichen Rechte und Vorrechte, als die Nationalen, genießen.

Artikel 17.

In Allem, was die Haven-Polizei, das Einladen und Ausladen der Schiffe, die Sicherheit der Waaren, Güter und Effecten betrifft, werden die Einwohner der genannten Länder beziehungsweise den Gesetzen und Anordnungen des Gebiets, wo sie sich aufhalten, unterworfen seyn. Jedoch werden sie von allem gezwungenen Kriegsdienst zu Wasser oder zu Lande befreit seyn und insbesondere keiner gezwungenen Anleihe unterworfen werden. Ihr Eigenthum wird übrigens keinen andern Lasten, Requisitionen oder Abgaben unterworfen, als denjenigen, welche durch die Nationalen bezahlt werden.

Artikel 18.

Zur völligen Sicherstellung des Handels zwischen den Bürgern der hohen contrahirenden Theile, ist man übereingekommen, daß wenn jemals unglücklicherweise eine Unterbrechung der freundschaftlichen Verhältnisse und ein Bruch zwischen den hohen contrahirenden Theilen Statt fände, den an den Küsten sich aufhaltenden Handelstreibenden sechs Monate, und den im Innern sich Aufhaltenden ein ganzes Jahr, um ihre Angelegenheiten zu ordnen, zu bewilligen sey; auch ist festgesetzt, daß denselben zur Einschiffung in den Häven, wo sie es gut finden, ein sicheres Geleit zu geben sey. Alle diejenigen, welche in den gegenseitigen Gebieten der hohen contrahirenden Theile in Verreibung eines Handels oder eines besondern Gewerbes sich niedergelassen haben, werden das Recht haben, dort zu bleiben und ihren Handel oder Gewerbe in den genannten Ländern fortzusetzen, ohne daß sie irgend ein Hinderniß in dem vollkommenen Genuße ihrer Freiheit und ihres Eigenthums zu erleiden haben, so lange sie sich friedlich betragen und die Gesetze nicht verletzen, und ihre Güter und Effecten, irgend einer Art, sollen nicht der Beschlagnahme, noch einer andern Last oder Abgabe, unterworfen seyn, als solchen, welche man auf die den eingebornen Bürgern der betreffenden Gebiete, in welchen die erwähnten Bürger wohnen, gehörigen Güter und Effecten legen wird. Auf gleiche Art sollen weder die Schuldforderungen der Privatpersonen, noch die öffentlichen Fonds, noch Gesellschafts-Actien jemals confiscirt oder in Beschlag genommen werden.

Artikel 19.

Ueberdem ist festgesetzt und verabredet, daß die Vorrechte und Befreiungen irgend einer Gattung, welche jetzt oder künftig der begünstigtesten Nation bewilligt werden, sey es in Bezug auf die Rechte der Neutralität oder auf andere Rechte, auch als den Bürgern der hohen contrahirenden Theile und deren Eigenthum eingeräumt betrachtet werden sollen.

Artikel 20.

In Betracht, daß häufig Schiffe nach einem Haven oder Plaze, welcher einem Feinde gehört, absegeln, ohne zu wissen, daß dieser Haven oder Plaz belagert, blockirt oder kriegerisch überzogen sey, ist beliebt worden, daß unter solchen Umständen jedes Schiff von solchem Haven oder Plaz zurückgewiesen werden könne, aber keineswegs zurückgehalten, auch kein Theil der Ladung, wenn es nicht Contres-

bande ist, confiscirt werden solle, es wäre denn, daß selbiges nach vorgängiger Benachrichtigung von der Blokade oder Belagerung durch den Befehlshaber der blockirenden Kriegsmacht von neuem das Einlaufen versucht hätte. Es wird ihm aber erlaubt seyn, nach jedem Haven oder Plaze, wie er es gut findet, zu gehen; auch wird kein Schiff der hohen contrahirenden Theile, welches etwa in den Haven, ehe selbiger durch den Andern belagert, blockirt oder kriegerisch überzogen worden, eingelaufen wäre, die Befugniß verlieren, diesen Plaz mit seiner Ladung zu verlassen, und weder solches Schiff noch seine Ladung, wenn sie sich nach der Einnahme oder Uebergabe des Plazes dort vorfinden, können confiscirt, sondern sollen den Eigenthümern zurückgegeben werden.

Artikel 21.

Die Bürger der freien Hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen oder Hamburg, wenn sie sich in den Vereinigten Staaten von Mexico aufhalten, genießen für ihre Wohnungen, für ihre Personen und für ihre Güter des Schutzes der Regierung, und in Fortsetzung des Besizes, worin sie sich schon befinden, sollen sie auf keine Weise wegen ihrer Religion beunruhigt, geschreckt noch gestört werden, insofern sie der Religion des Landes, wo sie sich aufhalten, so wie dessen Verfassung, Gesetzen, Gebräuchen und Sitten Achtung bezeugen. Das ihnen schon bewilligte Vorrecht, an den dazu bestimmten Orten die in dem Gebiete der Mexicanischen Staaten gestorbenen Bürger der freien Hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg zu begraben, werden sie ferner vollständig ausüben, und sollen weder die Leichenbegängnisse noch die Gräber der Gestorbenen unter irgend einem Vorwande beunruhigt werden. Die Mexicanischen Bürger werden in den Gebieten der genannten freien Hanseatischen Republiken, wo sie sich aufhalten, für ihre Wohnungen, für ihre Personen und für ihre Güter sich des Schutzes der Regierung zu erfreuen haben, und man wird ihnen die freie Ausübung ihrer Religion erlauben, sowohl öffentlich als privatim in ihren Häusern oder in den Kirchen und den der Gottesverehrung gewidmeten Orten.

Artikel 22.

Die hohen contrahirenden Theile behalten sich das Recht bevor, Zusatzbestimmungen zu treffen, um die Handelsbeziehungen ihrer gegenseitigen Bürger, ihrer Staaten und Gebiete zu erleichtern und selbst über die Bestimmungen dieses Vertrags hinaus auszudehnen, nach dem Grundsatz wechselseitiger oder gleichgeltender Vortheile nach der Natur der Fälle. Nach dem Abschlusse eines oder mehrerer Artikel irgend einer Art zwischen den hohen contrahirenden Theilen ist man, um diese Festsetzung wirksam zu machen, hier übereingekommen, daß der oder die Artikel, welche auf solche Art künftig abgeschlossen werden könnten, als Theile des gegenwärtigen Vertrags angesehen werden sollen.

Artikel 23.

Der gegenwärtige Vertrag wird, während dreißig Jahre, vom heutigen Tage an in Kraft bleiben, und über diesen Zeitraum hinaus bis zum Ablauf von zwölf Monaten, nachdem die eine oder die andere Regierung der freien Hanseatischen Re-

publiken Lübeck, Bremen oder Hamburg einerseits, oder nachdem die Vereinigten Staaten von Mexico andererseits, die Absicht, ihn aufhören zu lassen, dem andern Theile angekündigt haben wird, indem jeder der hohen contrahirenden Theile sich die Befugniß vorbehält, dem andern eine solche Erklärung nach Ablauf der erwähnten dreißig Jahre zu machen, und es ist unter ihnen beliebt, daß nach Ablauf von zwölf Monaten, nachdem eine solche Erklärung des einen der hohen contrahirenden Theile bei dem andern eingegangen, dieser Vertrag und alle in ihm enthaltenen Bestimmungen die verbindliche Kraft verlieren, in Beziehung auf die Staaten, welche solche Erklärung abgeben oder erhalten werden. Dabei ist zu verstehen und verabredet, daß, wenn der eine oder mehrere der genannten Hanseatischen Freistaaten bei Ablauf der dreißig Jahre vom heutigen Tage an die Erklärung des angetragenen Aufhörens dieses Vertrags geben oder empfangen, der erwähnte Vertrag dennoch für die andern Freistaaten oder den andern Freistaat, welche solche Erklärung weder abgegeben noch empfangen haben, in voller Kraft und Wirksamkeit bleiben solle.

Artikel 24.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt werden, und die Ratificationen sind in London in einem Zeitraume von zwölf Monaten oder früher, wenn es geschehen kann, auszuwechseln.

Zur Beglaubigung dessen haben die gegenseitigen Bevollmächtigten ihn unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen zu London den sechszehnten des Monats Juni, im Jahr des Heils Eintausend achthundert und sieben und zwanzig.

Für die Richtigkeit der Abschrift

(Geg. :) James Colquhoun.

(L. S.)

Zusatz

Z u s a t z = A r t i k e l.

Um jeder unrichtigen Auslegung oder Mißdeutung in Betreff der Begrenzungen des Küstenhandels oder Küstenfahrt von Mexico (auf die Schifffahrt und nicht auf den Handel Bezug habend), welche durch den im 13. Artikel des zwischen den unterzeichneten Bevollmächtigten der freien Hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg und dem Präsidenten der Vereinigten Staaten von Mexico abgeschlossenen Vertrags vom 16. Juni 1827 vorgeschrieben sind, zuvorzukommen, und in Gemäßheit des 22. Artikels, wodurch alle Zusatz-Artikel, welche in der Folge beliebt werden, für Theile des erwähnten Vertrags erklärt sind, wird hier bestimmt festgesetzt, daß die Bürger der freien Hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg ermächtigt seyn sollen, in Mexicanischen Küstenfahrzeugen ihre Waaren einschiffen, von Schiff zu Schiff übertragen und an Bord derselben laden und ausladen, und in diesen Mexicanischen Küstenfahrzeugen auf dem nämlichen Fuß Handel treiben zu können, wie solches durch die Gesetze den Mexicanischen Bürgern zugestanden wird, und daß Jene den nämlichen Rechten, Anordnungen und Herabsetzungen unterworfen seyn, auch an den nämlichen Rückzahlungen der Abgaben, den Prämien und Vortheilen, als die in dem Küstenhandel beschäftigten Mexicanischen Bürger, Theil haben werden.

Der gegenwärtige Zusatz-Artikel soll die nämliche Kraft und Wirkung haben, als wenn er Wort für Wort im Vertrage vom 16. dieses Monats eingeschaltet wäre. Er wird ratificirt und die Ratificationen sind in der nämlichen Zeit auszuwechseln.

Zur Urkunde dessen haben die gegenseitigen Bevollmächtigten ihn unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen zu London den sieben und zwanzigsten Juni, im Jahre des Heils achtzehnhundert und sieben und zwanzig.

(Geg.:)

James Colquhoun.

Sebastian Camacho.

(L. S.)

(L. S.)

Einleitung

Die vorliegende Schrift ist eine Darstellung der Geschichte der Philosophie in Deutschland von der Aufklärung bis zur Gegenwart. Sie ist in drei Theile getheilt: I. Die Aufklärung, II. Die Romantik, III. Die Gegenwart. Der erste Theil behandelt die Aufklärung, die zweite Theil die Romantik, die dritte Theil die Gegenwart. Die Aufklärung ist die Zeit der Vernunft, die Romantik die Zeit der Phantasie, die Gegenwart die Zeit der Wissenschaft. Die Aufklärung ist die Zeit der Vernunft, die Romantik die Zeit der Phantasie, die Gegenwart die Zeit der Wissenschaft.

Die vorliegende Schrift ist eine Darstellung der Geschichte der Philosophie in Deutschland von der Aufklärung bis zur Gegenwart. Sie ist in drei Theile getheilt: I. Die Aufklärung, II. Die Romantik, III. Die Gegenwart.

Die vorliegende Schrift ist eine Darstellung der Geschichte der Philosophie in Deutschland von der Aufklärung bis zur Gegenwart. Sie ist in drei Theile getheilt: I. Die Aufklärung, II. Die Romantik, III. Die Gegenwart.

Die vorliegende Schrift ist eine Darstellung der Geschichte der Philosophie in Deutschland von der Aufklärung bis zur Gegenwart. Sie ist in drei Theile getheilt: I. Die Aufklärung, II. Die Romantik, III. Die Gegenwart.

Erster Theil. Die Aufklärung. (1. Buch.)

S e p a r a t = A r t i k e l.

Im Uebrigen ist man übereingekommen, daß, wenn bei der Ausführung des genannten 13. Artikels in Betreff der Befugniß, den örtlichen Handel zu treiben, offene Läden zu halten u. s. w. eine unerwartete Schwierigkeit eintreten sollte, die Bürger eines jeden Staats vorläufig alle Privilegien, welche durch die Gesetze des Landes, wo sie wohnen, den Unterthanen und Bürgern der begünstigsten Nation zugestanden werden, wirklich genießen sollen.

Der gegenwärtige Separat-Artikel wird die nämliche Kraft und Wirksamkeit haben, als wenn er Wort für Wort in dem Vertrage vom 16. Juni eingeschaltet wäre. Er wird ratificirt und die Ratificationen werden zur nämlichen Zeit ausgetauscht werden.

Zur Beglaubigung dessen haben ihn die gegenseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und ihre Siegel beigeschloßen.

Geschehen zu London den 12. Juli des Jahrs des Heils achtzehnhundert und sieben und zwanzig.

(Gez.:) James Colquhoun.

(L. S.)

Sebastian Camacho.

(L. S.)

CHAPITRE IV

Le premier objet de la politique est de procurer la tranquillité et la sécurité à son peuple. C'est pourquoi le législateur doit s'occuper d'abord de la défense de son pays, et de la formation d'une armée capable de résister à toute agression étrangère. Ensuite, il doit veiller à l'ordre intérieur, en établissant des lois justes et équitable, et en les faisant respecter. Enfin, il doit s'occuper du bien-être de son peuple, en favorisant le commerce, l'agriculture, et l'industrie.

Le second objet de la politique est de procurer la prospérité et la gloire à son pays. C'est pourquoi le législateur doit s'occuper de l'extension du territoire, et de la conquête de nouvelles provinces. Ensuite, il doit veiller à l'augmentation de la puissance militaire, et à la formation d'une marine puissante. Enfin, il doit s'occuper de l'augmentation de la richesse nationale, et de la formation d'une grande ville.

Le troisième objet de la politique est de procurer la liberté et l'égalité à son peuple. C'est pourquoi le législateur doit s'occuper de l'abolition de la tyrannie, et de l'établissement d'une constitution libre. Ensuite, il doit veiller à l'égalité des lois, et à l'égalité des droits. Enfin, il doit s'occuper de la formation d'une nation libre et indépendante.